

Air Canada

M. James: Monsieur le Président, nous avons déjà entendu des prophètes de malheur employer cet argument, des dictateurs et des rois et leurs semblables; le député ferait donc bien d'être un peu prudent lorsqu'il demande pourquoi nous voulons lutter pour ce principe et lorsqu'il dit que nous possédons déjà la société.

M. Tobin: Répondez à la question.

M. James: Mon père disait toujours que le meilleur moyen d'avoir une idée de l'avenir consistait à consulter le passé. Air Canada, comme les sociétés privées, dessert de petits centres. Elle va à Sarnia, et elle se sert de petits appareils sur cette ligne . . .

M. Tobin: Sarnia est un grand centre comparativement à Terre-Neuve, au Nouveau-Brunswick, à la Nouvelle-Écosse, à l'île du-Prince-Édouard, au nord du Québec, à l'ouest du Canada. Sarnia? Réveillez-vous.

M. James: Il ne faut pas oublier que les temps ont changé.

M. Redway: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Il ne faut pas s'attendre à ce que le secrétaire parlementaire réponde à la question du député si celui-ci se met à hurler et à causer une telle agitation à la Chambre. Peut-être pourriez-vous ordonner au député de se tenir tranquille et de laisser le secrétaire parlementaire répondre à la question calmement.

M. Tobin: Monsieur le Président, au sujet du même rappel au Règlement, c'est là un excellent conseil que je m'empresse de suivre à condition que le secrétaire parlementaire réponde à la question que j'ai posée et ne batte pas la campagne comme il en a l'habitude, à la recherche de bonnes raisons d'appuyer ce projet de loi . . .

M. le vice-président: L'honorable secrétaire parlementaire a la parole.

M. James: Monsieur le Président, je vous remercie. Le député et moi avons toujours eu de bonnes relations. Je ne peux pas m'imaginer comment il agirait envers un ministériel qu'il ne gèrerait pas. Je ne fais que lui donner un exemple des nombreuses adaptations auxquelles les compagnies aériennes semblent se soumettre actuellement. Il n'est pas rentable de desservir de petits centres avec de gros avions. Le partenariat fait appel à des avions performants et capables de transporter les charges voulues. Tant les Lignes aériennes Canadien International que . . .

M. Tobin: Vous volez bas.

M. James: Je ne sais pas si le député veut écouter la réponse. J'ai pourtant écouté très attentivement sa question. Il faut se rappeler que les choses évoluent, qu'on utilise autrement les avions, les nouveaux avions construits en fonction d'une régionalisation du marché.

M. le vice-président: J'informe la Chambre que les discours devront dorénavant durer 10 minutes sans possibilité de poser des questions ou de faire des commentaires par la suite.

● (1250)

[Français]

Le premier discours de 10 minutes: l'honorable député d'Ottawa—Vanier (M. Gauthier) a la parole.

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Monsieur le Président, je regrette que nous soyons arrivés aux discours de 10 minutes, mais je ferai mon possible pour essayer de toucher

aux points importants qui me préoccupent dans la privatisation d'Air Canada, l'objet du projet de loi C-129.

Je n'irai pas par quatre chemins, monsieur le Président, je vais le dire, je suis contre le projet gouvernemental. Je suis contre la privatisation proposée par les conservateurs et je pense que le mécanisme de privatisation a été conçu de façon rapide et en catastrophe et que le gouvernement n'a pas réfléchi sérieusement à l'impact que cette décision aura sur l'industrie et sur la société Air Canada.

Dans ce cas, on assiste à tout le contraire, monsieur le Président. On assiste à une proposition d'un mécanisme de privatisation qui a été pensé, comme je l'ai dit tantôt, en vitesse, et qui m'apparaît d'une façon assez surprenante une proposition qui a manqué de sérieux et qui a été, comme on le sait . . . On est habitué à la Chambre: la catégorie des projets de loi que le gouvernement nous propose, son menu législatif, est toujours un petit peu en catastrophe, et il a des difficultés à gérer le temps de la Chambre.

Monsieur le Président, le gouvernement a décidé de privatiser Air Canada parce que la société a besoin d'acheter de nouveaux avions. Elle a besoin d'une injection de capital de quelque 300 millions de dollars pour renouveler sa flotte d'appareils. Ceci n'est pas nouveau, comme on le disait tantôt, ils ont depuis bien des années réussi avec les opérations à remplacer les avions dont ils avaient besoin, et je pense qu'ils pourront le faire encore tout en restant propriété publique.

Le gouvernement nous dit qu'il va rendre Air Canada aux Canadiens en leur permettant d'acheter des actions de la compagnie. Monsieur le Président, Air Canada appartient déjà aux Canadiens. C'est une société publique, une société de la Couronne détenue à 100 p. 100 par les Canadiens. Donc, ce que le gouvernement se prépare à faire, c'est de nous vendre quelque chose qui nous appartient déjà. Ce n'est pas une bien bonne logique, mais c'est une logique conservatrice. Cela vous fera faire plus d'argent pour investir dans une compagnie qui ne nous appartiendra plus. C'est cela que le projet de loi C-129 propose de faire, c'est de nous déposséder d'Air Canada. C'est de vendre les meubles pour acheter la maison. C'est, comment dirais-je, donner le bail à des mains étrangères et peut-être que les intérêts seraient aussi étrangers aux besoins et aux intérêts des Canadiens.

Monsieur le Président, la privatisation d'Air Canada n'a pas de sens. On n'a pas besoin de vendre cette société dont les Canadiens sont fiers et qui est profitable. D'ailleurs, ce n'est pas moi qui l'ai dit, c'est le premier ministre (M. Mulroney) qui le disait pendant la dernière campagne électorale. Je le répète: «Le Canada a besoin d'une compagnie aérienne nationale», disait M. Mulroney, «Je suis d'accord que le Canada doit conserver cette compagnie aérienne nationale».

Monsieur le Président, je suis d'accord avec le premier ministre moi aussi. À force d'efforts, de temps et d'énergie, de compétence et d'investissements, nous avons réussi ici au Canada à faire d'Air Canada une compagnie prospère qui a une renommée internationale. Or, le gouvernement se prépare à démanteler tout cela parce que la société a besoin d'avions.